

4 Actualité

«Nous devons protéger notre ciel»

VOTATIONS Les Suisses se prononceront le 27 septembre sur l'achat de nouveaux avions de combat. Alors que les derniers sondages montrent que rien n'est encore joué, la conseillère fédérale Viola Amherd, cheffe du Département de la défense, livre ses arguments

PROPOS RECUEILLIS PAR BORIS BUSSLINGER ET PHILIPPE BOEGLIN (LA LIBERTÉ), BERNE

Twitter: @BorisBusslinger @BoeglinP

Pourquoi accorder 6 milliards de budget au Conseil fédéral pour acheter de nouveaux avions de chasse? Interview de Viola Amherd, conseillère fédérale en charge de la Défense.

En 2014, le peuple avait refusé l'avion suédois Gripen. Pourquoi les Suisses voteraient-ils différemment cette fois-ci? Parce que la situation est complètement différente. En 2014, on ne remplaçait qu'une partie de la défense aérienne, les jets Tiger. Aujourd'hui, c'est toute la flotte que nous devons renouveler. Nos F/A-18 ne pourront être engagés que jusqu'en 2030. Si nous voulons continuer à protéger la population, il n'y a plus le choix: il faut acheter de nouveaux avions de combat.

Le citoyen ne sait pas vraiment sur quoi il vote: le modèle d'avion reste inconnu, le nombre aussi... Pourquoi ne pas dire à la population quel jet sera choisi? La marque de l'avion n'est pas décisive. Ce qui compte, c'est d'établir les critères techniques et politiques, ce que nous avons fait au début du processus. Ensuite, et si le peuple donne son accord au principe de l'achat, il s'agira de choisir l'appareil qui a le meilleur rapport coût-efficacité.

Vous avez dit dans certains médias que la marque du jet vous était égale. Ne pensez-vous pas que la population aimerait la connaître? Je ne pense pas. Pour la majorité des gens, c'est le profil qui compte. C'est comme quand on achète une voiture ou un vélo: la plupart des gens vont d'abord se demander s'ils ont besoin d'un véhicule pour la ville, pour la montagne ou pour la campagne. Seuls les passionnés se focalisent sur une marque ou un modèle.

Ne serait-ce pas logique de privilégier un partenaire européen? Les critères techniques et le prix constituent les éléments principaux pour fonder notre choix. Si ces critères sont remplis, les aspects politiques pourront entrer en ligne de compte au moment où le Conseil fédéral se décidera sur le type d'avion. **Les critères politiques (géostratégie,**

alliances) ne sont donc pas déterminants? Cela dépend. Si les avions sont de qualité égale, les critères politiques pourraient faire la différence.

Seriez-vous prête à acheter un appareil américain malgré les polémiques entourant l'immixtion de leurs constructeurs dans la maintenance? Les capacités techniques de l'avion et l'indépendance de notre armée restent primordiales. Si un jet remplit tous les besoins techniques mais lie la Suisse trop fortement avec le pays du constructeur, il me sera impossible de proposer cet avion au Conseil fédéral.

Veut-on vraiment acheter des avions à l'Amérique de Trump? Pour le moment, nous n'avons pas encore fait notre choix.

Quid de la possibilité que le peuple vote non? Il faudrait remettre l'ouvrage sur le métier et débattre de l'avenir des forces aériennes, qui seront fondamentalement remises en question. La Suisse ne serait plus protégée des menaces venant du ciel comme elle l'est avec les moyens actuels.

Ne peut-on pas assurer la police du ciel avec des jets plus légers, moins perfectionnés et moins chers, comme le proposent les opposants de gauche? Non, c'est impossible. Aucun pays, d'ailleurs, n'assure la police du ciel avec des jets légers. Ils ne volent pas assez vite, pas assez haut, et la qualité de leur radar est insuffisante. Regardez l'appareil italien M-346 que le Parti socialiste a mis en avant: l'Italie ne l'utilise pas pour la police aérienne. Cela veut dire quelque chose. Nous avons envisagé de recourir à des alternatives: hélicoptères, drones, avions d'entraînement... Mais nous nous sommes rendus à l'évidence: la police du ciel et la défense aérienne ne pourraient plus être assurées.

Quelle est la responsabilité de la Suisse au sein du système de défense européen? En tant que pays neutre au centre de l'Europe, nous avons la responsabilité de protéger notre espace aérien par nous-mêmes. On ne peut pas laisser nos voisins nous protéger. Ce n'est pas défendable, du point de vue de la neutralité comme de la solidarité. La Suisse ne peut pas être un trou noir au centre de l'Europe.



Viola Amherd: «On ne peut pas laisser nos voisins nous protéger. Ce n'est pas défendable, du point de vue de la neutralité comme de la solidarité.» (CHARLY RAPPO/LA LIBERTÉ)

INTERVIEW

L'Autriche est neutre comme la Suisse et de taille comparable. Son armée de l'air est pourtant plus petite. N'est-ce pas un exemple à suivre? Non. Les médias autrichiens rapportent que les capacités et l'équipement de l'armée suscitent beaucoup de critiques. La ministre autrichienne de la Défense, Klaudia Tanner, m'a d'ail-

leurs demandé si nos spécialistes du projet Air2030 pouvaient les conseiller.

L'administration des finances prévoit cette année une perte d'environ 20 milliards pour la Confédération. Les avions en coûtent 6. Avons-nous les moyens de faire cet achat? On ne peut pas reporter cette décision,

car cela prend des années d'acheter de nouveaux avions. L'argent est là. Les moyens seront tirés du budget ordinaire de l'armée sans être pris à d'autres domaines, comme la santé ou la formation. La situation financière de la Confédération est solide, grâce au frein à l'endettement. Cela nous permet d'aider les employés et les

entreprises dans le besoin tout en achetant des avions. Le monde ne s'est pas arrêté de tourner en raison du Covid-19. Nous devons aller de l'avant.

Le dernier rapport de sécurité du Conseil fédéral reconnaît que le terrorisme, l'espionnage et les cyberattaques menacent davantage la Suisse qu'une guerre en Europe. A-t-on vraiment besoin d'avions de combat? Si j'avais dit l'année dernière que nous devrions mobiliser l'armée pour un virus, on m'aurait demandé si j'étais en bonne santé mentale. La pandémie a montré que nous ne savons pas quelle crise nous guette et que nous devons être prêts à faire face à toute éventualité. En temps de paix, les avions de chasse sont avant tout utilisés pour effectuer des contrôles nous permettant de garantir la souveraineté sur notre espace aérien. Nous en effectuons jusqu'à 300 par année. C'est un travail quotidien, qui demande un matériel approprié: des avions de chasse. Une attaque terroriste venant des airs n'est cependant pas non plus à exclure.

L'une des principales faiblesses du Gripen était sa mauvaise performance lors des tests. Les quatre avions en lice ont-ils connu plus de succès? Je ne connais pas du tout leurs résultats.

Vraiment? Oui, vraiment. Je n'ai pas besoin de les connaître pour le moment. J'en prendrai connaissance une fois que nous aurons un résultat définitif.

Outre la défense aérienne, le gouvernement souhaite augmenter le budget de l'armée de 1,4% par année. Vu les dépenses engendrées par la gestion de la crise sanitaire, est-ce toujours réalisable? Oui, bien sûr. Cette augmentation a été décidée par le Conseil fédéral en 2017. L'armée est le seul domaine de la Confédération dont le budget n'a pas augmenté ces dernières années. Une augmentation de 1,4% vise à rattraper ce décalage, qui correspond à la croissance dans d'autres domaines. Je pense que c'est correct.

Il y a cinq objets de votation en septembre. N'est-ce pas excessif pour que chaque sujet soit bien compris par les électeurs? Ce n'est pas idéal. Mais la pandémie ne nous a pas laissé le choix. Je vois cependant aussi la chose de manière positive. Cinq thématiques, c'est beaucoup d'intéressés différents. Cela pourrait susciter une forte participation. ■

Les activistes pour le climat montent en puissance

MILITANTISME Pour «accentuer la pression sur la classe dirigeante», les militants pour le climat allient leurs forces sous la bannière «Rise up for Change». Analyse d'une stratégie qui se radicalise

LEA FRISCHKNECHT

Les militants pour le climat ne jettent pas l'éponge. Au contraire. Les mouvements Grève du climat, Extinction Rebellion, Collective Climate for Justice et le collectif Break Free se réuniront pour une semaine d'action à la fin du mois de septembre. Une alliance synonyme d'essoufflement de la mobilisation? Les activistes ont-ils peur de perdre du terrain? Pas forcément. Selon Marco Giugni, professeur à l'Université de Genève, ce genre d'alliances peut aussi naître si les mouvements jugent insuffisante la réponse des autorités à leur première phase de mobilisation. Une théorie

que confirme Anais Tilquin, porte-parole d'Extinction Rebellion: «Nous voulons augmenter la pression sur les acteurs économiques et politiques, les mettre face aux réalités scientifiques.»

«Une telle alliance leur donnera plus de visibilité et plus de poids», assure Jasmine Lorenzini, docteure en science politique à l'Université de Genève. Alors pourquoi ne pas se regrouper, à long terme, sous un seul et même drapeau? «En mélangeant tout, les organisations risquent de perdre une force importante: leur identité», note Marco Giugni. Or l'élément identitaire est essentiel pour mobiliser. En effet, pour le chercheur spécialisé dans l'étude des mouvements sociaux, s'unir en gardant sa propre identité représente un juste milieu. «Il faut voir ce que ça va donner, mais ce genre d'alliances est assez incroyable. En temps normal, il y a plutôt des conflits entre les mouvements.»

Jasmine Lorenzini souligne un autre avantage à cette fragmentation: «La diversité enrichit le mouvement mais aussi les idées. Les organisations vont innover en déployant des méthodes et techniques que tous pourront ensuite réutiliser à leur compte.»

Deuxième phase

S'inspirer des modes d'action des autres est un phénomène courant des mouvements sociaux. Méthode de contestation principalement utilisée par Extinction Rebellion, la désobéissance civile rentre désormais dans le répertoire d'action de Grève du climat. Selon Marco Giugni, cela s'explique par une radicalisation de ces mouvements, même s'ils restent dans une forme de désobéissance civile non violente. «Dans les cycles de protestation, la réponse de l'Etat est décisive pour l'évolution du mouvement. Après une première phase de mobilisation qui veut

sensibiliser un maximum de personnes, on observe assez souvent une deuxième phase, plus radicale, si les militants jugent que l'Etat ne réagit pas assez.»

L'absence de réponses concrètes de l'Etat est clairement ressentie par les mouvements. Car s'il y a eu de petites victoires, à l'image de la fameuse vague verte des élections fédérales de 2019, il y a eu aussi de grandes déceptions. «Durant la pandémie, la Confédération a continué à mettre l'accent sur l'économie. On l'a vu notamment avec le soutien financier accordé à la compagnie aérienne Swiss. Une décision à laquelle nous nous opposons», se désole Fanny Zürn, porte-parole de Grève du climat.

Cette radicalisation vers la désobéissance civile offre-t-elle une légitimation à Extinction Rebellion? Oui et non, selon Marco Giugni. «La désobéissance civile n'est plus un mode d'action de niche. Cette réappropriation de la part de Grève du

climat apporte certainement de la crédibilité à Extinction Rebellion. En même temps, elle peut délégitimer l'ensemble du mouvement pour le climat qui, en se radicalisant, va polariser l'opinion publique à son égard.»

Fin septembre à Berne, les activistes prendront donc part à «des actions de désobéissance non violente, pour perturber les grands acteurs de l'industrie, de la finance et de la politique parlementaire, afin de les pousser à prendre leurs responsabilités», annonce le communiqué de presse signé par les quatre groupes. Impossible d'en savoir plus à l'heure actuelle sur la nature de ces actions, les militants souhaitant garder l'effet de surprise. En tout cas, la date n'a pas été choisie au hasard. Dans le même temps, sous la Coupole, se tiendra la dernière semaine de session parlementaire. Reste à savoir si cette alliance inédite réussira à réorienter les débats des députés de la crise sanitaire vers celle du climat. ■